

TOUS



La vidéosurveillance s'installe dans le XVIII^e sans concertation

SUSPECTS

DEMANDONS UN DÉBAT ET LE GEL DU PROJET

<http://www.paris-sans-videosurveillance.fr/>

93 caméras dans le XVIII^e...

Le gouvernement a annoncé le triplement du nombre de caméras sur les voies publiques. A Paris, la Préfecture de Police prévoit l'installation de 1226 caméras (dont 93 pour le 18^e) dans les rues et sur les places de notre ville. Avec la multiplication des caméras, nous assistons à la mise en place d'un contrôle généralisé des individus, sans avoir aucune garantie sur l'utilisation des images enregistrées.

...qui coûtent chacune 70 000 €...

La vidéosurveillance est un renoncement à trouver des solutions utiles à long terme. On ne répond pas avec des machines au mal-être et à la souffrance des gens due à leur insécurité sociale et aux incivilités. Pour des solutions efficaces, il faut renforcer les services publics, embaucher des correspondants de nuit, des médiateurs, des employés municipaux chargés de l'entretien et de la surveillance des locaux, des travailleurs sociaux.

Les 1226 caméras pourraient coûter 85 millions d'installation + 8,5 millions d'euros d'entretien + les salaires des personnels surveillants. Par an, une caméra reviendrait à 70 000 euros.

...pour une efficacité non démontrée

Les études parues montrent que la vidéosurveillance n'entraîne pas de baisse significative des chiffres de la délinquance : l'impact des caméras est faible, jamais durable et vite contourné. Le responsable de la vidéosurveillance de la police londonienne déclarait : « *C'est un fiasco complet : seulement 3 % des vols sur la voie publique sont résolus par la vidéosurveillance* » (The Guardian, 6 Mai 2008).

Ce projet est dangereux pour les libertés

La vidéosurveillance menace chaque minute les libertés individuelles et publiques

Ce dispositif porte atteinte à la vie privée et à la présomption d'innocence.

La convention européenne des Droits de l'homme et l'article 9 du code civil protègent une personne contre le vol de son image.

C'est pourquoi nous appelons les citoyens du XVIII^e à s'opposer à la multiplication des caméras, nous demandons le gel de ce projet. Un débat démocratique et transparent doit s'engager avec l'ensemble des citoyens, des associations et représentants des Conseils de quartier.



Premiers signataires...

CUGAL 18^e, Egales 18^e, LDH 18^e, NPA 18^e, PCF 18^e, PG 18^e, Les Verts 18^e...